

Gramsci : Ubiquité et puissance de l'hégémonie

jeudi 30 juin 2016, par [BURGIO Alberto](#) (Date de rédaction antérieure : 2007).

Nous publions ci-dessous une traduction française faite par Bernard Chamayou du chapitre 5 de l'ouvrage d'Alberto Burgio *Pour Gramsci. Crise et puissance de l'époque moderne*, DeriveApprodi 69, Roma 2007.

Sommaire

- [Chapitre 5 - Ubiquité et \(...\)](#)
- [Un concept « mis en pièces »](#)
- [L'hégémonie comme « direction](#)
- [Les différentes dimensions de](#)
- [L'ubiquité de l'hégémonie](#)
- [Entre politique et économie](#)
- [Changements historiques \(...\)](#)
- [Hégémonie et révolution](#)
- [Une théorie générale du \(...\)](#)
- [Hauts salaires et coercition](#)
- [Pouvoir et consentement](#)

Chapitre 5 - Ubiquité et puissance de l'hégémonie.

Un concept « mis en pièces »

Les remarques finales du chapitre précédent on fait appel à un mot-clé des « *Cahiers de prison* », *hégémonie*. C'est sans doute le concept le plus célèbre parmi tous ceux que la réflexion gramscienne concernant la politique dans le « monde moderne » a laissés en héritage. C'est une idée qui demande une lecture attentive, si l'on veut dissiper certains contresens assez fréquents.

Dans un passage célèbre du *Menon* (77a-b) Socrate réprimande son interlocuteur parce que, à la demande d'une définition organique de la « vertu », Menon répond à l'aide de quelques exemples de conduite vertueuse. Socrate l'accuse de « mettre en pièces » le concept en question et d'en disperser l'unité. D'une certaine façon, on pourrait dire la même chose à propos de beaucoup d'analyses des « *Cahiers de prison* ». Trop attentives aux « simples affirmations occasionnelles » et aux « aphorismes détachés » [1842], pour reprendre ce que Gramsci écrit dans la note d'ouverture du cahier 4 (reprise ensuite dans les premières pages du cahier 16) qui - comme on s'en souvient [1] - contient des avertissements méthodologiques adaptés au corpus marxien mais pertinents aussi

pour les *Cahiers*. De « simples citations isolées » [419] sont parfois utilisées pour étayer des lectures forcées ou préconçues. Des collages textuels aussi habiles que tendancieux servent souvent à « rendre vraies » des hypothèses interprétatives discutables.

Gramsci a souvent fait les frais de procédés similaires, entre autres à propos de son jugement complexe sur le taylorisme (souvent accusé de trahir une conception apologétique du développement technologique) [2] et, avec une fréquence particulière, comme nous le verrons, de son concept d'« Etat intégral » (mal compris dans sa relation « ambiguë » avec la société civile). La liste des *exempla* serait longue. Elle comprend même, sans aucun doute, l'idée gramscienne d'« hégémonie », ramenée (et réduite) à une (ou à quelques unes) de ses multiples dimensions : le plus souvent à la dimension culturelle (où « hégémonie » est synonyme d'influence idéologique et de capacité d'orientation) ; parfois à sa dimension politique (selon l'acception léninienne et *troisième-internationaliste* du terme - relative au thème de l'alliance de classes - qui connote la première apparition du terme dans les pages de prison [41] et même son irruption dans le lexique gramscien du début des années Vingt) [3].

Souvent, ces analyses tendent à attribuer à Gramsci lui-même la responsabilité de la fragmentation. Mais (nous l'avons vu en traitant des problèmes liés à la situation particulière des *Cahiers*) il n'en est rien. Et il semble même possible de rendre compte de la réflexion gramscienne sur l'hégémonie en lui restituant son unité. Nous essaierons de le montrer en traitant un aspect particulier de la question : l'hégémonie exercée par la classe dominante dans la « société moderne » (dans l'Occident capitaliste). Il s'agit d'ailleurs du cas le plus intéressant car, en abordant le lien *hégémonie/coercition*, on tombe en plein dans le thème de la crise de l'époque moderne et de son ambivalence, entre régression autoritaire et perspective de transformation.

L'hégémonie comme « direction intellectuelle et morale »

Si l'on part des nombreux passages des *Cahiers* dans lesquels Gramsci fournit des éléments utiles à une définition du concept d'hégémonie, il semble à première vue que se dégagent deux façons distinctes et *en apparence incompatibles entre elles* de poser le problème. Cela semblerait donner raison aux critiques émises par Perry Anderson, selon qui la réflexion gramscienne sur l'hégémonie est contradictoire et caractérisée par l'indétermination et l'ambiguïté [4].

La première acception d'hégémonie concerne le terrain de la relation politique et désigne une forme de relation (la « direction intellectuelle et morale ») définie par sa différence d'avec le rapport de commandement (de « domination directe » ou de « coercition »). C'est ce que Gramsci semble vouloir dire quand, en commençant la réflexion sur les intellectuels du cahier 12, (dans des pages qui réélaborent les matériaux du cahier 4), il fait référence « aux deux grands « étages » superstructureaux » de la « société civile » et de « l'Etat-gouvernement », dans lesquels un étage (l'Etat au sens strict du mot) sert à remplir la fonction « de « domination directe » ou de commandement qui s'exprime dans l'Etat ou le gouvernement « juridique » ; l'autre - qui « correspond » spécifiquement à la fonction « d'hégémonie » » - est constitué de « l'ensemble des organismes vulgairement appelés « privés » de la « société civile » [1518-9 ; cf 476], c'est-à-dire - en cohérence avec l'acception particulière de cette idée dans diverses notes des *Cahiers* [5] - de ce complexe d'institutions, fonctions et organisations actives sur le terrain « superstructurel » de l'initiative culturelle (école et université, presse et organes de communication en général, maisons d'éditions, bibliothèques, littérature populaire, urbanisme, arts figuratifs, toponymie etc.) que Gramsci rassemble sous la définition efficace de « structure matérielle de l'idéologie » [333]. (En ce sens, il semble exister une correspondance importante entre l'idée gramscienne de structure hégémonique et la notion althussérienne d'« appareil idéologique »).

La page du cahier 12 que nous venons de citer doit être couplée avec une note du cahier 19 dans laquelle Gramsci parle des deux modalités d'exercice de la suprématie d'un groupe social : à l'égard des groupes « similaires ou alliés » elle prend la forme en apparence *soft* de la « direction intellectuelle » (que Gramsci définit explicitement comme « hégémonie »), alors que, à l'égard des « adversaires », elle s'actualise dans la forme ouvertement plus dure de la « domination directe » (et Gramsci précise à ce sujet : domination qui comporte soit la liquidation soit la soumission de l'adversaire - donc de toute façon une relation violente, impliquant l'utilisation d'instruments coercitifs) [2010-I].

D'après la lecture du §1 du cahier 12, on pourrait dire que l'hégémonie occupe un lieu bien défini : la « sphère des superstructures complexes » [1584] appelée « société civile ». Pourquoi occuperait-elle un tel lieu ? Parce que - comme nous venons de le lire au §19 du cahier 19 - elle constitue une *modalité* précise : la relation d'autorité fondée sur le consentement des subordonnés. Pour confirmer cela, Gramsci souligne que l'hégémonie du dominant s'exerce « dans toute la société » (ce qui revient à dire à l'égard de toute la population civile), donc aussi (en réalité : surtout) à l'égard des *alliés* de la classe dominante elle-même (c'est-à-dire envers la base sociale *favorable* au système de domination donné). A son tour, la « société civile » (que le cahier 12 définit comme le domaine des organismes « vulgairement dits privés », c'est-à-dire des *relations civiles*) paraît être- en tant que domaine spécifique des relations hégémoniques - un terrain de rapports de pouvoir « doux » (parce que consensuels).

Les différentes dimensions de l'hégémonie

La distinction entre deux formes de pouvoir apparaît de façon limpide ici : le commandement (synonyme de « coercition », de « domination directe ») et l'hégémonie (synonyme de « direction intellectuelle et morale »). Les choses se compliquent toutefois quand Gramsci connote l'hégémonie en spécifiant son domaine de référence. Comme nous le savons, Gramsci connote le terme *hégémonie*, en l'accompagnant assez fréquemment d'un ou de plusieurs adjectifs. Dans les *Cahiers* il s'agit d'hégémonie « politique » [1591], « commerciale et financière » [2237], « sociale » [1519], « civile » [1566], « intellectuelle » [1590], « politique et culturelle » [703], « politico-culturelle » et « politico-intellectuelle » [1618], « intellectuelle, morale et politique » [2011], « éthico-politique » [1591], etc. Ceci semble contredire la solution exposée ci-dessus : il semble en fait peu probable que [hégémonie = fonction de la société civile] (comment la « société civile » pourrait-elle être, en tant que telle, le siège de l'hégémonie politique et surtout économique ?) ; il semble même peu probable que [hégémonie = direction intellectuelle et morale] (on pourrait dire : ou économique ou intellectuelle et morale ; ou politique ou intellectuelle et morale), et cela serait détonnant, parce que l'hégémonie ne se distinguerait en aucune façon du commandement, de la coercition, de la domination directe.

Finalement, des critiques comme celles émises par Anderson sembleraient tomber juste. A cause du réseau sémantique dense qu'ils construisent autour du terme « hégémonie », les *Cahiers* prendraient le risque d'être accusés d'exposer des cadres conceptuels mal définis et, pour la même raison, d'utiliser un langage incohérent. Il s'agit de l'accusation la plus grave pouvant frapper un texte théorique. Mais en est-il vraiment ainsi ?

Ce n'est pas sûr. Peut-être que les deux points de vue différents déjà rapportés (La définition d'hégémonie comme fonction idéologique *principalement* ou *délibérément* propre à la « société civile » et la déclinaison plurielle du concept, à laquelle correspond la dissémination des relations hégémoniques *dans tous les autres domaines de la relation sociale*) ne s'excluent pas mutuellement. Et les opposer vient d'un excès de cette vertu qui est, en soi et pour soi, l'acribie, la précision

philologique (risquant toujours, toutefois, de dégénérer en fétichisme - en philologisme - et donc de perdre de vue la substance du raisonnement). Ou bien il s'agit, plus banalement, du résultat d'une méthodologie inappropriée à la compréhension d'une théorie politique complexe (et, de plus, incomplète, du moins en ce qui concerne sa forme extérieure) comme celle mise au point peu à peu par Gramsci pendant les années de prison : une méthodologie disjonctive (ou, pour utiliser la terminologie de l'un de ses partisans autorisés, « dichotomique » [6]), fondée sur le refus programmé de la dialectique (réduite - comme nous le verrons dans les dernières pages de ce livre - à une simple confusion) et sur l'adoption de cadres conceptuels statiques et rigides (immédiatement et définitivement identiques à eux-mêmes, caractéristiques, selon Hegel, de la « logique de l'intellect »).

Ce préalable une fois posé, les différences indéniables relevées ici à propos de l'« hégémonie » peuvent sans doute être traitées *dans un cadre plus fort qui en assure l'unité* (capable de dépasser les simplifications et de remédier à l'aspect unilatéral des deux points de vue rappelés ici).

L'ubiquité de l'hégémonie

Forts de cette clarification, abordons donc la question du sens et du lieu de l'hégémonie. Il est bon d'écartier tout de suite le doute le plus dévastateur : l'hégémonie est sans aucun doute différente de la coercition (du commandement) - selon ce que Gramsci écrit au §1 du cahier 12 [1518] et au §24 du cahier 19 [2010]. Il semble donc impossible de partager sur ce point les opinions d'interprètes autorisés (*in primis* Luciano Gruppi) selon lesquels hégémonie = direction + domination [7]. L'hégémonie (qui est effectivement synonyme de « direction intellectuelle et morale ») comporte un élément de consentement (absent dans la coercition pure et simple), qui (comme, pourtant, Gruppi ne manque pas de souligner) renvoie à son tour au « prestige » du « groupe fondamental dominant », à la « confiance » [1519] dont celui-ci jouit auprès du subalterne. Dans ce sens-là Gramsci affirme que « chaque rapport d'« hégémonie » est nécessairement un rapport pédagogique » [1331]. Pour utiliser un couple classique en philosophie politique, nous pourrions dire que l'hégémonie est un pouvoir fondé sur l'autorité (le prestige, l'importance) alors que la domination est un pouvoir fondé sur la force. Ou, si l'on préfère, que la domination peut être un simple pouvoir de fait, alors que l'hégémonie est toujours un pouvoir reconnu et, dans cette mesure (sans être nécessairement rattachée à la sphère du droit), légitime.

Ce dont au contraire il faut douter, effectivement, c'est de l'idée que la « société civile » (que, pourtant, les *Cahiers* définissent comme « appareil hégémonique » [800] de la classe dominante) serait le lieu *exclusif* (ou même seulement privilégié) de l'hégémonie. Par conséquent, il n'est pas du tout dit que la « société civile » (la sphère des « superstructures complexes » qui ont la haute fonction de diffuser dans la population l'idéologie du dominant) soit l'unique terrain de la « direction intellectuelle et morale ».

Il est vrai que, dans les *Cahiers*, la correspondance biunivoque hégémonie - « société civile » est souvent affirmée (sur fond d'acception « intégrale » de l'Etat, qui comprend en elle-même l'ensemble des institutions culturelles et de la sphère politique). C'est - ou du moins il *semble* que ce soit - par exemple, le sens de la célèbre formule synthétique (employée dans le domaine de l'élaboration du concept d'« Etat intégral », servant à la critique de l'idéologie libérale de l'Etat minimum ou « gardien de nuit ») « Etat = société politique + société civile, c'est-à-dire hégémonie bardée de coercition » [763-4]. Le lien entre hégémonie et « société civile » apparaît encore plus explicite au § 137 du cahier 6, où, comme nous l'avons déjà rappelé, l'Etat se compose de l'« appareil de gouvernement » et de l'« appareil « privé » d'hégémonie ou société civile » [801].

Mais, en dépit des apparences, l'idée que l'hégémonie renvoie à la « société civile » comme à son lieu propre *et exclusif* se révèle, lors d'une analyse plus attentive, simpliste et réductrice. Contre une telle simplification on peut en fait soutenir que Gramsci pense et veut dire que dans la société bourgeoise *toutes les fonctions sociales* (y compris la relation politique ; y compris les rapports de production et le processus de production immédiat lui-même - il s'agit du cas exemplaire du fordisme) *sont d'elles-mêmes capables* - et ont en même temps le devoir pressant - de *générer une direction intellectuelle et morale* (prestige, confiance, etc.) dans l'intérêt du dominant. Du reste, on le comprend bien à la lumière de l'explosion du concept d'intellectuel, ou plutôt c'est, en quelque sorte, le sens lui-même d'une telle explosion conceptuelle, sa raison d'être et son contenu essentiel [8].

A toutes les fonctions sociales - c'est la substance du thème - se rattachent, dans la société moderne, des relations intellectuelles ; tous les rouages de la relation sociale forment des liens dans lesquels la capacité de diriger (c'est-à-dire de générer du consensus, d'exercer l'hégémonie) joue un rôle considérable (et souvent décisif). En d'autres termes, Gramsci atteint *la centralité du facteur discursif* : le fait que - sans que cela n'enlève rien à la *matérialité* des fonctions, qui en est toutefois connotée et, pour ainsi dire, surdéterminée - dans la société moderne (« de masse »), la communication (le flux symbolique porté par le caractère suggestif des images et des instruments rhétoriques dans relation cognitive, dans l'échange linguistique, dans la création artistique, etc.) exerce des fonctions stratégiques dans tous les rouages de la relation sociale (c'est-à-dire autant dans la sphère de la production, que dans celle de la reproduction).

Gramsci, plus ou moins conscient de cette dette, semble ici reprendre un aspect important de la réflexion hégélienne sur la modernité, le moment où la Philosophie du droit (§§ 202-5) s'arrête sur la division sociale du travail en soulignant comment la diffusion des activités manufacturières et commerciales - modernes par excellence - comporte le développement de la dimension abstraite (formelle, médiatrice, transformatrice). Et comment l'avènement de la manufacture - qui confie à la « classe de l'industrie » le devoir de la « réflexion » globalisante - comporte un changement anthropologique par rapport aux époques précédentes, dans la mesure où l'homme contemporain est contraint de vivre, pour ainsi dire, *immergé dans la discursivité*. Nous voyons ici, une fois encore, un signe de la grande modernité de Gramsci, qui reconnaît que, dans la société contemporaine, il n'existe pas de fonction qui puisse faire abstraction de *l'implication de la subjectivité* (des raisons, des valeurs, des intérêts, de la sensibilité) : d'où - plus encore que pour des raisons éthiques ou pour des liens formels de légitimité - la nécessité d'obtenir le consentement des gouvernés.

Le thème du consentement (de ses diverses formes et de son caractère contradictoire, immanent, constitutif) en tant que composante indispensable des relations de pouvoir dans le monde contemporain est un thème vaste et préoccupant - dans un certain sens c'est le thème central de toute la réflexion gramscienne sur l'hégémonie (qui la rattache au champ théorique de la critique de l'idéologie au sens de Marx). C'est un thème de lui-même essentiellement dialectique. La relation discursive ouvre des potentialités progressistes (c'est le lieu d'un développement toujours possible de la réflexion, donc de l'auto-compréhension et de la critique), mais il n'est pas dit que de telles potentialités se réalisent. Par contre, *justement dans la mesure où elle tient à la construction du consentement*, la relation discursive peut être (et le vingtième siècle en a fourni des démonstrations instructives et tragiques) un terrain d'aliénation, de subordination acritique, de perte des facultés critiques et de manipulation des consciences. Nous reviendrons sur ce point. Pour le moment, restons-en à l'ubiquité de la relation hégémonique et à ses multiples implications.

Aux yeux de Gramsci, la relation hégémonique (la construction de relations consensuelles) est nécessaire, littéralement, *partout* et donc il y a partout un espace pour (et c'est indispensable) la production de raisons, de constructions idéologico-symboliques au service du rapport de pouvoir. C'est pour cela que les intellectuels (ces fonctionnaires de l'hégémonie) sont eux aussi partout (car

aucune fonction sociale ne peut désormais s'exercer sans une composante intellectuelle). Loin d'être confinée à la « société civile », l'hégémonie est en réalité *douée d'ubiquité* et innerve tout l'éventail des relations de pouvoir. Rien ne serait donc plus faux, en ce sens, que d'instituer une correspondance exclusive entre relation hégémonique et « appareils idéologiques d'Etat », bien qu'il soit évident que de tels appareils - voués par nature à cette fonction - se caractérisent par un lien plus direct avec l'intervention hégémonique (et vraisemblablement par son efficacité maximale).

Comme nous le verrons plus loin, *l'omniprésence* de l'hégémonie aide aussi à comprendre la question de l'hégémonie des *subalternes* (du sujet potentiellement révolutionnaire, agent de la crise systémique de la formation sociale existante) : *on peut diriger* sans (encore) dominer (et - comme Gramsci le pointe [41] - *on doit le faire*, si l'on veut conquérir aussi le pouvoir politique) justement parce que chaque rouage de la relation sociale comporte des dynamiques d'échange « intellectuel et moral », et est donc perméable (avec la permission du dominant, qui tire aussi profit de la fonction hégémonique pour exercer son propre pouvoir) aux instances critiques et potentiellement subversives. Mais voyons maintenant de plus près les terrains sur lesquels s'exprime l'hégémonie, au-delà du domaine de prédilection (ou apparemment tel) de la « société civile ».

Entre politique et économie

Comme nous l'avons lu dans la note d'ouverture du cahier 12, la « direction intellectuelle et morale » du dominant se déploie aussi sur l'autre « grand « étage » superstructurel », constitué de la sphère politico-institutionnelle : *l'Etat* au sens propre du mot, qui, évidemment, inclut aussi (en premier lieu) les appareils qui assurent l'exercice direct du pouvoir.

Si nous lisons avec plus d'attention en particulier le §88 du cahier 6 (la critique de la conception de l'« Etat gendarme - gardien de nuit ») dans lequel, à première vue, Gramsci sépare la « société politique » de la « société civile » et institue la correspondance exclusive entre cette dernière et l'hégémonie, nous nous apercevons que le sens de l'argumentation consiste au contraire dans l'affirmation que l'hégémonie *figure dans le cadre des fonctions propres de l'Etat correctement compris*. L'idée que Gramsci fait valoir (précisément contre l'économisme sous-jacent de la position libérale) c'est que la politique n'est pas réductible au commandement, à la force, mais qu'elle inclut aussi nécessairement des fonctions hégémoniques (qui, parce qu'elles sont exercées par l'Etat, sont « bardées de coercition » [764]).

D'une façon plus évidente, le fil de ce raisonnement transparait lorsque Gramsci écrit en toutes lettres que « l'Etat est tout le complexe d'activités pratiques et théoriques avec lequel la classe dirigeante [*dirigeante*, et ce n'est pas par hasard que Gramsci utilise ce terme, alors qu'il se réfère à la classe *dominante*] justifie et maintient sa domination [;] pas seulement [,] mais réussit à obtenir [aussi] le consentement actif des gouvernés » [1765]. C'est un passage tellement limpide qu'il se passe de commentaire. Sauf si l'on se souvient de ce que Gramsci observe à propos de la « double nature du centaure de Machiavel » [1576] qui contient en lui-même, précisément, les dimensions (les « degrés fondamentaux ») de la force et du consentement, de la violence et de la civilité, du moment particulier et du moment universel : en somme, les degrés « de l'autorité et de l'hégémonie » [*ibidem*].

Pour conclure sur ce point, il est bon de s'arrêter seulement sur cette dernière allusion à l'« universel », qui nous ramène à l'une des pages les plus denses des Cahiers, la note (le § 17 du cahier 13) sur la « prétendue question des rapports de force » [1582-3].

Dans le cadre complexe du « rapport de force » Gramsci définit trois « moments » (le « moment » social, le politique et le militaire) et observe comment la capacité d'analyser le « rapport » dans tous

ces aspects *et à la lumière de leurs interconnexions* est le propre d'une conscience arrivée à maturité et d'une théorie révolutionnaire accomplie. C'est le second « moment », toutefois, relatif au conflit politique et à son tour articulé en une triade de degrés, qui est central dans son analyse. Or, le troisième degré du rapport de force politique (la « phase la plus franchement politique » du processus et du conflit) considère justement l'Etat comme un terrain propice à l'expansion du groupe dominant et des groupes subordonnés, donc - écrit Gramsci - au développement de la lutte politique « sur un plan « universel » (non « corporatiste »), efficace pour la création de l'« hégémonie d'un groupe social fondamental sur une série de groupes subordonnés » [1584] [9]. On ne s'écarterait pas beaucoup de la vérité en soutenant que l'extension du concept d'Etat jusqu'à la notion de son « intégralité » (« dictature + hégémonie », selon la prescription du § 155 du cahier 6 [810-11]) est étroitement liée à cet ensemble de réflexions : l'Etat n'est pas seulement un lieu de commandement (bien qu'il soit aussi et principalement cela), mais tout aussi bien - simultanément, nécessairement - le lieu de la construction de relations hégémoniques. D'où la nécessité de revoir la configuration structurale de ce que nous définissons comme « Etat », de façon à rendre compte de cet ensemble organique de fonctions.

Venons-en maintenant à l'hégémonie *économique*. Si nous pensions qu'il s'agissait d'une dimension marginale ou accessoire, nous nous trompons beaucoup. Il convient de rappeler, de ce point de vue, sur le terrain des principes de base, une remarque qui renvoie à la cohérence systémique de la totalité sociale : cohérence qui - écrit Gramsci - impose d'« identifier le lien qui est dans la vie politique le lien organique essentiel, qui ne peut consister seulement dans les rapports juridiques [...] mais qui s'enracine dans les rapports économiques les plus profonds, c'est-à-dire dans la fonction sociale du monde productif » [1631-32] - autrement dit, nous pourrions le préciser plus tard, dans les « rapports de production » marxistes. Cohérent par rapport à cette règle, Gramsci n'écrit pas seulement qu'« une réforme intellectuelle et morale ne peut pas être liée à un programme de réforme économique », mais il va jusqu'à soutenir que « le programme de réforme économique est précisément le mode concret dans lequel se présente toute réforme intellectuelle et morale » [1561] : ce qui revient à dire que - justement dans la façon qu'elle a de refléter et de réassumer en elle-même le « lien organique essentiel » de la « vie politique » dans une situation histoire déterminée - la politique économique, l'action de l'Etat sur le terrain structurel (en commençant par la régulation des processus reproductifs), est un aspect essentiel de la politique culturelle et de l'initiative idéologique du dominant - sinon précisément son *âme*.

Et, de fait, Gramsci - à propos de l'hégémonie - écrit de la façon la plus claire : « si l'hégémonie est éthico-politique, elle ne peut pas ne pas être aussi économique, elle ne peut pas ne pas *avoir son fondement* dans la fonction décisive que le groupe dirigeant exerce dans le noyau décisif de l'activité économique » [1591] (soyons attentif à la terminologie choisie : fondement ; fonction décisive ; noyau décisif). Du reste, Marx ne dit rien d'autre lorsqu'il analyse la *puissance hégémonique* du rapport social capitaliste telle qu'elle est objectivée, matérialisée dans la marchandise. Si la marchandise a la force symbolique lui permettant de coloniser l'imaginaire, si elle devient un « fétiche » capable de cacher la façon dont elle s'est constituée et d'apparaître comme un agent de la relation sociale (*sujet*, face à des êtres humains qui sont en réalité ses créateurs mais qui paraissent en être les simples *prédicats*), c'est parce que le capital en tant que rapport social complexe et, plus particulièrement, le processus immédiat de production, sont en eux-mêmes des sources d'énergie hégémonique [10].

L'hégémonie du dominant se déploie donc aussi dans les (et d'abord à partir des) relations qui concernent directement l'étage structurel (la sphère de la production et de l'accumulation). Ainsi, dans certains cas, l'hégémonie sort *essentiellement* de la sphère de la production immédiate, comme le montrent les Etats-Unis à l'époque du fordisme, où - en s'appuyant sur une connotation encore principalement « économique-corporative » de la société - « l'hégémonie naît de l'usine et n'a besoin

pour s'exercer que d'une quantité minimale d'intermédiaires professionnels de la politique et de l'idéologie » [2146]. D'où des compromis nécessaires entre les intérêts matériels des classes, compromis qui doivent cependant sauvegarder les rapports fondamentaux de subordination propres à la formation sociale. L'hégémonie économique doit se construire entre deux extrêmes : d'une part, la primauté du dominant ne peut s'exprimer dans l'affirmation « économique-corporative » (immédiate, limitée, privée de dimension hégémonique) de ses intérêts [1588] ; d'autre part, les concessions aux groupes subordonnés (l'exercice d'hégémonie économique) ne peuvent pas remettre en question l'« essentiel » (c'est-à-dire la fonction du dominant dans le rapport de production) [1591]. De là, aussi, l'apparition structurelle des « crises d'hégémonie », que Gramsci ramène à la régression « économique-corporatiste » du dominant [690-1] et à l'incapacité de la « vieille structure » « de donner satisfaction aux nouvelles exigences » [116].

De plus, la note dont nous sommes partis (le §1 du cahier 12) contient justement une précision importante à cet égard, lorsque Gramsci montre que le dominant reçoit prestige et confiance « à partir de sa position et de sa fonction dans le monde de la production » [1519]. Le rapport de production n'est donc pas (ne peut pas être, sous peine de provoquer une crise générale dans la direction de la relation sociale) seulement un lieu de pouvoir (dans lequel faire un usage violent des prérogatives du dominant, consacrées par les bases juridiques du rapport de production lui-même), mais il est (doit être) toujours aussi un lieu de direction du monde économique (et de la reconnaissance d'un tel rôle dirigeant de la part des subalternes).

Changements historiques de l'hégémonie

Cela vaudrait la peine d'approfondir, plus tard, le rapport entre hégémonie économique et hégémonie culturelle et politique (l'influence exercée par les seules formes de l'hégémonie dans une phase historique déterminée de la formation sociale et dans un contexte socio-économique déterminé) et de vérifier la possibilité de considérer ce rapport comme un indice du degré de développement d'une société déterminée (de la qualité de la « conscience politique collective » vivant en son sein [1583]) ou - pour le dire en termes gramsciens classiques - un indice des proportions entre « économique-corporatif » et « éthico-politique »).

Comme nous venons de le rappeler, l'évolution des formes de la conscience collective est le thème d'une page cruciale des *Cahiers* (la note sur le « rapport de force »), dans laquelle Gramsci analyse de près - et selon une approche diachronique précise - le « rapport des forces politiques » [1583-4]. Il en identifie trois moments (« degrés ») classés selon une complexité croissante : (1) le moment « économique-corporatif » (« le premier et le plus élémentaire »), marqué par l'étroitesse d'esprit du « groupe professionnel » directement calqué sur la carte de la division sociale du travail ; (2) le moment « économique-social », caractérisé par l'émergence de formes de subjectivité plus complexes (il ne s'agit plus maintenant de groupe professionnel, mais de « groupe social », c'est-à-dire de *classe*) ; (3) le moment « éthico-politique », dans lequel l'étroitesse corporative cède le pas à une perspective éthiquement mûre, ouvrant la voie à la recherche d'alliances et à la formation de partis qui se disputent la direction de la société en confrontant des visions organiques, complexes et unitaristes de la collectivité. Bien que Gramsci ne l'explique pas (et se limite à thématiser l'importance de la problématique hégémonique, évidemment déclinée selon une approche politique, dans le contexte du troisième moment), il semble plausible d'émettre l'hypothèse que le développement des relations économiques court en quelque sorte parallèlement à celui, rappelé ci-dessus, du « rapport des forces politiques ».

Si, au moment de la pleine maturité « éthico-politique » correspond « l'hégémonie d'un groupe social fondamental sur une série de groupes sociaux subordonnés » (c'est-à-dire la formation d'un

bloc social vaste, capable de structurer autour de lui et de gouverner l'ensemble de la « vie étatique »), il est vraisemblable que dans une société encore caractérisée par des formes premières de conscience (liées à une phénoménologie « économique-corporative » de la subjectivité) s'enracinent au contraire des relations hégémoniques à contenu économique important (c'est-à-dire se référant à « l'intérêt étroitement économique-corporatif » - « trade-unioniste » dirait le Lénine de *Que faire ?* - des simples « groupes professionnels ») [1584] et qu'au moment intermédiaire, marqué par le développement de la conscience (à la fois économique et politique) de classe, correspondent des formes hybrides de relations hégémoniques, dans lesquelles la convergence des intérêts économiques immédiats des groupes s'ajoutent à la coordination des instances politiques des composantes sociales impliquées dans ces relations-là. Dans ce sens on peut donc soutenir, en général, qu'à chacune des phases de l'histoire politique correspond la prééminence d'une configuration précise de la relation hégémonique, dont le caractère omniprésent se révèle non seulement dans l'analyse d'une réalité sociale spécifique, mais aussi dans la prise en compte de son développement historique.

Hégémonie et révolution

Tout ceci est important parce que, en plus de nous donner la possibilité de saisir dans toute sa complexité et toute son originalité la réflexion gramscienne sur le pouvoir, cela nous permet, à plus forte raison, de prendre de la distance par rapport à des points de vue (récurrents) selon desquels l'hégémonie ne concerne que *quelques terrains spécifiques* (en premier lieu la sphère culturelle-idéologique) et non pas, au contraire, *tous les domaines de la relation sociopolitique* [11].

Cette façon de faire, nous l'avons dit, revient précisément à « mettre en pièces » un concept qui est en réalité organique. Cette pratique méthodologique reflète un économisme inconscient : l'idée que dans le rapport de production (conçu de fait comme un « dieu caché » : comme le lieu fondateur, l'arcane du foyer de l'histoire) la relation sociale est la « vie nue » : une simple activité, un faire muet et irréfléchi dans lequel l'interaction entre les sujets reproduit directement le rapport de force nu et cru (brut) ; alors que l'espace pour l'échange discursif, la communication active, l'expérience réfléchie dans ses déclinaisons délicieusement humaines de la culture et de la « vie spirituelle », donc, à plus forte raison, pour la relation hégémonique, ne se trouverait qu'aux seuls étages élevés (et nobles) de la relation sociale.

Par contre, rendue à sa complexité organique, la théorie gramscienne de l'hégémonie croise la théorie de la rupture révolutionnaire. On a souvent raisonné en déduisant de l'importance de la « question de l'hégémonie » telle que Gramsci la pose, la place centrale de la bataille culturelle, et en y voyant une preuve de l'abandon présumé, par Gramsci, de Lénine et du concept de dictature du prolétariat (c'est-à-dire la thèse selon laquelle les Cahiers substitueraient une théorie douce et sans effusion de sang de la révolution -on dirait aujourd'hui « non-violente » - à une théorie dure, inutilement féroce et brutale). A partir de là, le pas vers un Gramsci « superstructurel » et « réformiste », soutenant la démocratie parlementaire - un Gramsci *...ad usum Delphini* - est vite franchi. Mais ces raisonnements sont inconsistants.

Si toute l'argumentation menée jusqu'à présent sur le thème de l'hégémonie touche juste, sa centralité/ubiquité ne déplace en aucun cas le centre de l'attention sur le plan culturel-idéologique *au détriment de la lutte de classe dans la sphère de la production*. Dans la mesure où elle concerne les fonctions hégémoniques inhérentes à tous les rouages de la relation sociale (y compris le rapport de production immédiat), elle constitue un élément important de réflexion sur le caractère intégré, organique, « totalitaire » de la formation sociale moderne (parcourue *dans son entièreté* par la trame des relations discursives). En ce sens, l'ubiquité de l'hégémonie évoque plutôt l'inspiration

radicalement *anti-déterministe* de la théorie gramscienne de la transformation, dans laquelle l’empreinte de Labriola apparaît décisive [12].

L’implication nécessaire de la subjectivité (qui est, comme nous l’avons vu, à la base de l’ubiquité de la relation hégémonique) confère aux rapports de pouvoir une ambivalence essentielle. Il s’agit d’un élément à la fois de force et de faiblesse de telle ou telle structure de pouvoir, dans la mesure où, d’une part, elle offre au dominant (et, plus généralement, à l’instance souveraine dans le cadre de chacun des domaines relationnels) un instrument supplémentaire (en plus de l’usage de la force et de la contrainte immédiate) afin de consolider les relations hiérarchiques, d’alléger les flux de commandement, de renforcer les dynamiques de pouvoir, en leur fournissant des corollaires symboliques et des attributs de légitimation, ayant aussi parfois un caractère idéologique et manipulateur. D’autre part (et il s’agit d’une contradiction insoluble, qui maintient ouverte la perspective révolutionnaire à l’intérieur du processus de développement de la société capitaliste avancée), l’ouverture d’une voie discursive crée toujours aussi, potentiellement, des processus conflictuels, dans la mesure elle peut encourager la constitution de perspectives critiques et favoriser la construction de subjectivités opposées, individuelles ou collectives, plus ou moins complexes et structurées [13].

De ce point de vue aussi – qui renvoie à un aspect central de l’axe de recherche développé dans le contexte des *Subaltern Studies*, dont l’attention à la réflexion gramscienne n’est pas l’effet du hasard [14] – les considérations critiques de Perry Anderson semblent plutôt discutables. Comme on le sait, Anderson, croit apercevoir dans la centralité de l’hégémonie le signe d’une attitude optimiste (pour ne pas dire apologétique) de Gramsci vis-à-vis de la société bourgeoise contemporaine [15]. A la lumière de nos considérations actuelles, on pourrait dire que c’est plutôt l’inverse. Gramsci reconnaît l’extension de l’hégémonie (qui modèle y compris la relation politique, entre gouvernants et gouvernés) justement parce qu’il voit que l’expansion du rapport de domination (dans la politique *stricto sensu* et dans tous les domaines de la relation sociale) revêt les apparences rassurantes de la relation consensuelle. Gramsci ne perd jamais de vue la persistance de la violence *au sens propre* (domination directe, coercition : en termes marxistes, « contrainte extra-économique ») qui se situe pleinement à l’intérieur du rapport de pouvoir dans la société contemporaine. *A côté d’elle* il enregistre l’importance croissante de la relation hégémonique. Mais, loin de considérer que la violence s’en trouve pour cela réduite et atténuée, le fait que l’hégémonie soit inhérente à l’exercice du commandement politique et au rapport de production immédiat atteste de la propension « totalitaire » du commandement lui-même, qui marque y compris la production culturelle savante et populaire, les fonctions intellectuelles, l’échange discursif et symbolique, l’acte de communication.

Mais, précisément, la dimension totalitaire ne signifie pas la clôture étanche de la relation ni le blocage des dynamiques de transformation. Au niveau du système, la théorie gramscienne de l’hégémonie conceptualise l’ubiquité du rapport de pouvoir, sa dimension (et sa vocation) totalitaire. Mais, grâce à sa connotation dialectique particulière, ce caractère totalitaire ouvre, paradoxalement, une brèche vers la rupture révolutionnaire, dans la mesure où celui-ci (ou mieux : son envers) implique la surexposition du pouvoir du dominant sur l’entièreté du terrain social et, pour cette raison, sa vulnérabilité. L’échange idéologique (centre de la relation hégémonique) est un terrain *perméable au renversement* précisément parce qu’il est le terrain de la formation de la conscience de soi et du développement de la réflexion. C’est sur ce terrain que la subjectivité élabore la conscience et donc, potentiellement, la critique et les tendances à la remise en cause du système. Et c’est pour cela que Gramsci, à plusieurs reprises, insiste sur l’importance « philosophique » [1385] et même sur la portée « métaphysique » [886] de la théorie-praxis (l’approche théorico-pratique de l’hégémonie par Lénine) léninienne de l’hégémonie : le processus révolutionnaire (qui consiste précisément, en grande partie, pour le prolétariat ouvrier, à construire un réseau de relations hégémoniques) détermine *une transformation de la subjectivité* et donc de la pensée, de la culture,

des formes idéologiques. De ce point de vue, l'« hégémonie » est, dans le contexte théorique complexe des *Cahiers*, le concept anti-déterministe par excellence.

Une théorie générale du pouvoir et des crises

Si elle est fondée, cette lecture du concept d'*hégémonie* permet de repérer aussi, dans les *Cahiers*, des éléments importants d'une théorie du *pouvoir* et des indications de première importance pour une théorie des crises. Voyons comment.

Nous avons montré que l'hégémonie est partout (précisément parce que la relation de communication, la discursivité sont partout et que l'hégémonie est une dimension que l'on ne peut plus éliminer du rapport de pouvoir, dans tous ses rouages). Cette thèse a des conséquences pertinentes d'abord sur une *théorie du pouvoir*. On pourrait dire, en plaisantant, qu'il y a, dans la conception du pouvoir présente dans les *Cahiers*, beaucoup plus Foucault qu'Althusser, du moins en ce qui concerne la sensibilité de Gramsci envers la nature moléculaire, diffuse, disséminée, des relations de pouvoir dans la société contemporaine. En fait, il faut ici aussi se référer à Marx et à son concept du capital comme rapport social, dans lequel se reflète la perception de la nature systémique (ou plutôt, *holistique*) de la société bourgeoise, en ce qu'elle est une totalité cohérente en elle-même (bien que contradictoire et marquée par des conflits), construite à l'image et à la ressemblance du rapport de production capitaliste (essentiellement asymétrique, *hiérarchique*) et par conséquent impliquée - même indirectement - par toute la complexité de ses rouages, dans la logique de pouvoir qui marque le mode de production.

Mais revenons à la théorie gramscienne du pouvoir et au résultat désormais acquis que le pouvoir du dominant est solide s'il est hégémonique, dirigeant (et tant qu'il l'est) dans tous les rouages de la formation sociale. A l'inverse, si sa capacité de direction diminue *même sur un seul terrain parmi tous ceux sur lesquels il s'exerce*, une « crise d'hégémonie » s'ouvre alors, qui - tant qu'elle n'est pas résolue - constitue à son tour le début d'un processus général de crise investissant le système de pouvoir tout entier. Ce qui, et c'est le deuxième point, a des conséquences significatives pour ce qui concerne une théorie des crises.

Qu'arrive-t-il si l'hégémonie du dominant rencontre une difficulté ou même vient à manquer dans l'un des domaines de la relation sociale ou pour un secteur de la population ? C'est la page de la note d'ouverture du cahier 12, sur laquelle nous nous sommes déjà beaucoup appuyés, qui nous aide à trouver une réponse à cette question. Elle contient des observations qui démontrent que Gramsci ne perd jamais de vue l'élément coercitif (contrainte « extra-économique », politique et/ou militaire), qu'il ne prend jamais comme une *éclipse* du pouvoir, la *prépondérance* de la contrainte immédiatement économique qui caractérise les phases de la vie normale de la société capitaliste.

Tout de suite après s'être référé aux « deux grands « étages » superstructureaux » (« société civile » et « société politique ») et avoir clarifié la fonction qu'y jouent les intellectuels en tant que « « commis » du groupe dominant dans l'exercice des fonctions subalternes de l'hégémonie sociale et du gouvernement politique » [1519], Gramsci introduit, on s'en souvient, une distinction qui concerne les fonctions de l'appareil de coercition. Il fait une distinction entre les phases *normales* (dans lesquelles le dominant exerce sa direction « dans toute la société » mais aussi le commandement - « coercition »- dans l'affrontement avec les adversaires, c'est-à-dire « ceux qui ne « consentent pas » ni activement ni passivement ») et les phases *de crise* dans lesquelles « le consentement spontané disparaît », raison pour laquelle le dominant exerce le commandement sur toute la population civile (l'appareil de coercition couvre « toute la société ») [*ibidem*].

Que signifie ce schéma ? On pourrait penser qu'en période de crise toute la relation de pouvoir se

résout en coercition (et que l'hégémonie disparaît). Il y a une raison de penser que cette hypothèse – que nous pourrions définir comme « jeu à somme nulle » (car elle suppose qu'à un accroissement de domination correspond automatiquement un équivalent négatif en termes de direction) – sous-tend de nombreuses interprétations de la théorie gramscienne de l'hégémonie. Sauf que cette hypothèse (sans aucun doute gratifiante pour les tendances « modélisantes » de ceux dont le métier est d'étudier les constructions théoriques) non seulement conduirait à des conclusions contradictoires par rapport à l'analyse gramscienne du fascisme elle-même (qui, comme cela a été plusieurs fois souligné, reconnaît dans toute sa portée stratégique la fonction exercée par l'hégémonie dans un régime « totalitaire » : enrôlement nationaliste des masses, mobilisation par le chef charismatique ; travail de la masse transformée en masse « de manœuvre » par des « prêches moraux » [...] des stimulants sentimentaux, [...] des mythes messianiques » [1940], etc.).

Mais il y a bien plus. L'idée qu'entre coercition militaire et hégémonie existe un rapport « à somme nulle » ne trouve aucun fondement dans le texte des *Cahiers* et elle est au contraire démentie par quelques pages assez importantes de notre contexte théorique, dont il ressort clairement l'idée que, dans les moments de crise, l'intensification paroxystique de la pression coercitive s'accompagne obligatoirement d'un saut qualitatif de la pression hégémonique du dominant.

Récapitulons rapidement quelques unes de ces pages, en commençant par le fondamental §138 du cahier 6, dans lequel Gramsci thématise l'approche de la « guerre de position » qui, à son avis, caractérise le conflit politique dans l'Europe de l'après-guerre en augmentant son intensité. La « guerre de position », indice d'une « phase culminante de la situation politico-historique », impose une action de commandement et de contrôle plus étendue des appareils de gouvernement (une forme de gouvernement plus « interventionniste »), visant à empêcher l'activité politique des « opposants » [802]. Mais cela ne rend absolument pas superflue l'initiative hégémonique du dominant. Au contraire, Gramsci souligne comment *précisément pour cela* (« donc ») au temps de la « guerre de position », « une concentration inouïe de l'hégémonie » est d'autant plus « nécessaire ». Le résultat de cette *synergie* entre action coercitive et pression hégémonique maximum c'est qu'aux « contrôles en tout genre, politiques, administratifs, etc. » s'ajoutent et se mêlent le « renforcement des « positions » hégémoniques du groupe dominant » [802].

Bien des observations contenues dans cette note suggèrent que Gramsci pense en particulier à l'Italie de son époque, où l'avènement de la « guerre de position », provoqué par l'approfondissement de la « crise organique » accélérée par la Grande guerre, prend (surtout après les lois « très fascistes » de 26) le visage redoutable du régime policier, de l'oppression et de la délation, de la suppression brutale des libertés civiles et politiques, de la violence des bandes fascistes contre les opposants et les prolétaires, de la répression des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier, de la neutralisation des institutions parlementaires et des instances représentatives. Mais il présente, simultanément, le visage persuasif et charmeur de la ronflante propagande impériale farcie de symboles pseudo-romains, et enfin le visage protecteur et maternel de l'Etat social.

Hauts salaires et coercition

Mais nous ferions une erreur, toutefois, si nous pensions que seul le fascisme constitue, aux yeux de Gramsci, un exemple significatif de synergie entre coercition et « direction intellectuelle et morale ». Cela vaut aussi – *mutatis mutandis* – pour le fordisme (ce qui n'est ni fortuit ni sans intérêt, si nous nous souvenons que fascisme et fordisme sont liés, dans les *Cahiers*, car ils sont tous deux des réponses à la « crise organique » du capitalisme) [16].

La politique des hauts salaires est, intuitivement, une mesure hégémonique (d'« hégémonie économique ») essayée par le capital afin d'optimiser sa valorisation en augmentant le taux de plus-value relative. Mais elle ne signifie pas l'absence de coercition. L'examen plus précis de la logique d'une telle mesure pourrait cependant induire en erreur. D'un côté, le fait que Ford recoure à une mesure opposée au but final (l'augmentation des salaires agit négativement sur le taux de profit) pour éviter ou réduire au minimum (au moins – comme l'observe Gramsci – dans une période brève) les conflits avec la classe ouvrière, peut prêter à penser que le même Ford renonce à la voie plus directe du conflit et du fait accompli. Pour cette même raison, on pourrait imaginer que le choix alternatif (celui du conflit) impliquerait le choix d'une stratégie radicalement différente, caractérisée par le recours à des instruments coercitifs incompatibles avec une quelconque mesure destinée à obtenir le consentement des ouvriers. Les choses ne se posent pas ainsi et, dans ce cas aussi, la description proposée par les Cahiers propose un cadre hybride, marqué par le mélange entre domination et construction d'hégémonie.

Gramsci souligne le fait qu'aux Etats-Unis, le recours à de hauts salaires et la pression coercitive (la « contrainte sociale ») sont liés et ne s'excluent absolument pas, comme le montrent, pour prendre seulement deux exemples, le prohibitionnisme et l'introduction d'une discipline stricte en ce qui concerne les horaires et les rythmes de travail. Certes, en Amérique – avec l'aide supplémentaire de l'absence d'une armée ouvrière de réserve – on se garde bien de commettre l'erreur européenne ou japonaise de considérer que la violence suffit (ce qui, d'ailleurs, observe Gramsci, « a rapidement de graves conséquences sur la santé physique et psychique des travailleurs ») [2171]. Mais cela ne signifie pas que les industriels américains aient renoncé à quelque intervention répressive que ce soit. Ils sont au contraire tout à fait conscients du fait que la coercition, bien qu'étant indispensable (et appliquée, par exemple, au moyen de « l'ensemble de répression et de coercition directes et indirectes » [2176] destinées à imposer des pratiques sexuelles compatibles avec la dure discipline de l'usine), « doit être savamment combinée avec la persuasion et le consentement », un consentement qui, justement, « peut être obtenu dans les formes particulières de cette société-là par une meilleure rétribution » [2171-2].

Plus généralement, toute l'expérience fordiste s'inscrit dans une logique binaire analogue à celle qui est à l'œuvre dans le fascisme. Tant dans le fordisme que dans le fascisme, la réaction à la crise montre, d'un côté, la présence commune de coercition et d'hégémonie, de l'autre, une augmentation de l'hégémonie. C'est l'intensité de la pression coercitive qui diffère. Extrême dans le fascisme (liée à une intervention policière généralisée, débouchant souvent sur l'élimination physique des dissidents) ; modérée dans le fordisme, conformément à l'ambition « historique » de créer une nouvelle anthropologie productive sur fond de conflit socialo-politique n'ayant pas encore atteint son niveau le plus élevé. Le fait même que le fordisme vise la réalisation d'« un changement des conditions sociales et un changement des mœurs et des habitudes individuelles » exclut, du point de vue de Gramsci, que « la seule « coercition » » puisse suffire, et rend au contraire indispensable « un dosage de la contrainte (autodiscipline) et de la persuasion » [2173].

Il semble possible, maintenant, de définir, même d'une façon schématique et provisoire, la trame des relations qui existent entre *hégémonie*, *pouvoir* et *crise* dans l'analyse de la modernité faite par Gramsci dans les Cahiers. En ce qui concerne le lien hégémonie/pouvoir dans la perspective de Gramsci, l'hégémonie constitue – à égalité avec la coercition – une modalité du pouvoir toujours impliquée dans l'exercice du pouvoir politique par le dominant. En règle générale on peut donc soutenir que, dans la société moderne, partout où s'exerce le pouvoir, une relation hégémonique (ou un système de relations hégémoniques) est nécessairement à l'œuvre (à côté de dynamiques de contraintes).

Il n'existe qu'une seule exception, liée à une situation-limite dans laquelle le conflit politique atteint son apogée, qui laisse le monopole du rapport de pouvoir au déploiement de la violence physique. Il

s'agit des relations que le dominant entretient avec l'ennemi de classe (la référence implicite à la position schmittienne n'est pas là par hasard), c'est-à-dire avec cette composante sociale qui « ne « consent » ni activement ni passivement » [1519], car elle est devenue consciente de la situation d'exploitation dont elle tire son existence et elle a donc développé une posture de lutte qui la rend réfractaire à l'hégémonie du dominant. Il s'agit d'une situation extrême, celle des dernières phases du conflit auxquelles les *Cahiers* font référence d'une façon synthétique en traitant de la « politique totalitaire » [800], c'est-à-dire d'une logique du pouvoir, typique des « dictatures contemporaines » [2287], qui ne donne aucune marge de manœuvre à un adversaire qui entend bien le rester.

Alors que la société tout entière est contrainte d'entrer dans un système dans lequel le parti de gouvernement est « le seul régulateur » [*ibidem*] (d'où l'exigence d'« organiser en permanence l'« impossibilité » de désagrégation interne » et la nécessité d'« une concentration inouïe de l'hégémonie »[802]), les « opposants » qui, au contraire, résistent sont ici soumis à une terrible pression répressive, visant à « empêcher qu'une autre force, porteuse d'une nouvelle culture, devienne elle-même « totalitaire » et pour cela cherche à « détruire toutes les autres organisations »[800], extérieures au système hégémonique du dominant.

Cette situation exceptionnelle mise à part, le rapport entre hégémonie et pouvoir dans la société moderne est fait d'implication réciproque. On peut le définir, en une formule, comme symétrique et bi univoque (précisément dans le sens où il n'y a pas de pouvoir sans hégémonie, ni d'hégémonie sans pouvoir). Le rapport entre pouvoir et coercition paraît plus complexe, du moins à la lumière de ce qui semble pouvoir être déduit des deux formes de la stabilisation capitaliste (le fascisme et le fordisme) présentées par le dominant dans les premières décennies du vingtième siècle. Nous en arrivons donc à l'autre question, celle du rapport entre hégémonie et crise.

Alors que toutes les formes de réaction à la crise organique voient se déclencher l'offensive hégémonique du dominant, on ne peut pas en dire autant de la dimension coercitive du pouvoir, qui - comme nous venons de le rappeler - connaît une augmentation importante dans le cadre des « dictatures contemporaines » (dans lesquelles « la centralisation de toute la vie nationale entre les mains de la classe dominante devient folle et absorbe tout » [303]) et, au contraire, une *diminution* dans le contexte des politiques économiques et des mesures de contrôle social adoptées par le fordisme. L'élément stratégique synthétique qu'il est donc possible de tirer de cet ensemble organisé de considérations, c'est la confirmation de la fonction stratégique exercée par l'hégémonie dans les systèmes de pouvoir modernes.

L'hégémonie, comme nous le disions, est *partout*, mais elle est aussi *toujours là*, sous peine d'arrêt et d'éclipse inévitable de la relation de pouvoir. Cela donne plus de force à ce binôme déjà rencontré plusieurs fois : *hégémonie* et *modernité*. La modernité, pour Gramsci, c'est l'époque de la relation discursive, et cela rend nécessaire la capacité hégémonique dans l'exercice du pouvoir, mais aussi et surtout dans les phases de crise, où le dominant - justement afin de restaurer la pleine efficacité du commandement - doit savoir se faire reconnaître comme dirigeant.

Pouvoir et consentement

Deux questions semblent cruciales à la lumière du thème de l'ubiquité de l'hégémonie. La première (mise en lumière surtout par les notes gramsciennes sur la « guerre de position » et, plus généralement, sur le fascisme) c'est qu'il est complètement erroné de considérer l'hégémonie comme une forme douce de pouvoir, en prétextant quelle n'est pas liée à la coercition immédiate (matérielle, physique) mais qu'elle recourt au contraire à la subordination immatérielle (psychologique, idéologique) et suppose pour cela l'instauration d'une relation consensuelle qui

semble proche des dynamiques de la reconnaissance et de la légitimation. L'exemple du fascisme montre l'entièreté du piège tendu par le terrain de la « direction intellectuelle et morale » en révélant aussi toute sa violence immanente et potentielle. Souvent (c'est certain dans le cas du fascisme) l'obtention du consentement signifie la mise en œuvre de stratégies manipulatoires qui peuvent recourir à l'élaboration de mythes et d'idéologies permettant le renforcement du pouvoir dominant, et même à leur promotion et à leur diffusion large, de façon à en imprégner le tissu social tout entier, en se servant des outils des mass médias, de la propagande, etc. On a déjà souligné que - parce qu'il concerne en profondeur le champ des subjectivités sociales - ce terrain permet une dialectique rendant possibles y compris des développements progressifs audacieux. Il n'en reste pas moins que son rôle de prédilection reste la transmission de contenus idéologiques adaptés au maintien de la relation hégémonique (et, plus généralement, de la relation hiérarchique) au profit du dominant, et même au renforcement de sa capacité de direction.

La deuxième question, pour nous essentielle (posée avec une grande netteté dans la note de Gramsci sur le fordisme, mais en réalité constamment au centre des préoccupations des *Cahiers*), en découle directement : le thème du consentement constitue un élément central de la réflexion gramscienne sur l'hégémonie et, plus généralement, sur le pouvoir à l'époque moderne. On peut dire qu'une telle réflexion tourne entièrement autour de la découverte de la complexité et de la contradiction immanente de la relation à partir de laquelle s'instaure une dynamique de consentement. Relation qui, d'une part (c'est son côté visible et rassurant) reflète un jugement et une libre décision de celui qui consent ; mais qui, d'autre part (et ici, au contraire, il s'agit de son versant caché et inquiétant) est le résultat d'un travail de persuasion et de conviction (que reflète l'étymologie polémologique du terme), quand il ne s'agit pas d'un véritable endoctrinement au sens précis du mot et d'une manipulation de la conscience (c'est pourquoi on pourra dire que celui qui consent répond en fait à *un stimulus*, en faisant quelque chose qui ressemble beaucoup à un devoir lui ayant été assigné). Ajoutons que - dans des conditions normales (quand le pouvoir du dominant est intact y compris sur le terrain idéologique) - l'intervention hégémonique est souvent invisible (et pour cela d'autant plus insidieuse), précisément parce qu'elle sort, sans médiation, des choses elles-mêmes (nous sommes de nouveau dans le thème du fétichisme de la marchandise et, plus généralement, dans le thème marxien de la critique de l'idéologie, avec laquelle la réflexion gramscienne sur l'hégémonie a beaucoup de choses en commun).

Gramsci voit bien tout cela, et montre qu'il partage avec les autres classiques de la politique du vingtième siècle, à commencer par l'école de Francfort - cela vaut la peine de le souligner - une véritable sensibilité à la puissance hégémonique désormais immanente au rapport social capitaliste dans son caractère opérationnel immédiat, nu. C'est pour cela que les *Cahiers* traitent toujours le thème du consentement avec une méfiance évidente - et affichée. Le mot est toujours entre guillemets et encore plus souvent accompagné de mises au point qui soulignent le caractère problématique du concept. Le consentement peut être « spontané » mais aussi « organisé » ; « direct » mais aussi « indirect » ; « volontaire (libre) » mais aussi « suscité » ; « actif » mais aussi « passif », etc [691,1636, 1669, 1771, 2171-3]. Est-ce une contradiction ? Oui, certainement. Mais ce n'est pas pour cela qu'il s'agit - comme le croient Anderson et ceux qui pensent abstraitement (de façon « dichotomique ») - d'une erreur théorique. C'est une contradiction de la réalité, que la théorie a le devoir de reconnaître et de problématiser. Et qui - comme cela a été établi [17] - retient l'intérêt de Gramsci dès les tout premiers essais.

La théorie de l'hégémonie repose sur une distinction nette entre l'idée de *direction* et celle de *domination*. Mais, si d'un côté cette distinction reste solide (contre toute hypothèse de mélange qui ferait s'évanouir quelque effort d'analyse que ce soit et - à plus forte raison - contre les critiques qui attribuent à Gramsci une telle confusion), elle est à ranger cependant parmi les distinctions conceptuelles (Gramsci dirait « méthodiques ») et non parmi les distinctions réelles (« organiques »).

Cette distinction est prise, en somme, *cum grano salis*, dans la mesure où, très différentes d'un point de vue logique (abstraction), direction et domination se présentent dans la réalité *toujours* mêlées : *dans la réalité historico-politique concrète*, l'exercice du pouvoir - à l'exception du cas-limite de la mise en œuvre de la violence physique - suppose un mixte de direction et de coercition dans tous les rouages de la totalité sociale. Il semble utile, à ce propos, de réfléchir à l'expression classique d' « idées dominantes ».

Il ne s'agit pas d'une contradiction dans les termes ni d'une expression vague, mais de la conscience qu'il existe aussi une dimension de la domination jouxtant le terrain de l'idéologie (laquelle, majoritairement, est à son tour une fonction cruciale du système de pouvoir tout entier, qui se sert aussi de la domination au sens technique du mot). Le pouvoir (qui se diffuse, s'exerce et se reproduit *dans tous les rouages de la totalité sociale*) fonctionne toujours/partout selon des modalités différentes, des manières hybrides, résultant d'un mixte (toujours changeant selon l'évolution des rapports de forces) de pouvoir et de consentement, de domination et de spontanéité, de coercition et d'hégémonie, où la subordination disparaît au profit d'un consentement qui est cependant souvent passif et indirect, c'est-à-dire qu'il n'est « spontané » qu'en apparence. Le consentement n'est pas toujours le résultat d'initiatives hégémoniques mais c'est souvent le cas.

Il semble possible de soutenir avec quelque raison que toute l'analyse gramscienne de l'hégémonie peut être rangée précisément dans cet espace : dans la distance, parfois minime mais jamais négligeable, qui sépare le libre consentement (informé, conscient, cohérent avec des choix assumés d'une façon parfaitement autonome) du consentement hétéronome (obtenu par la force d'une action de conviction efficace). Ou, si l'on préfère, la spontanéité potentiellement réfléchie de celle qui est « inculquée » et contrôlée. En ce sens, dans les Cahiers, l'étude des appareils et des relations hégémoniques constitue le terrain d'élection d'une analyse centrée sur l'ambivalence de la relation politique dans le « monde moderne ». Que seul un regard dialectique peut être capable de saisir dans toutes ses manifestations.

Alberto Burgio

P.-S.

* Traduction de l'italien par Bernard Chamayou.

Notes

[1] - cf supra, chap II, p.48.

[2] Voir de ce point de vue les essais recueillis dans *Teoria politica e società industriale. Ripensare Gramsci*. (Théorie politique et société industrielle. Repenser Gramsci), aux bons soins de Sbarberi, opus cité. et, plus récemment, B.Trentin, *La città del lavoro, sinistra e crisi del fordismo* (La cité du travail, la gauche et la crise du fordisme), Feltrinelli, Milan 1997 ; cf, sur ce thème, Burgio, « *Valorizzazione della fabbrica* » e *americanismo* » (« Valorisation de l'entreprise » et américanisme), opus cité.

[3] Cf L.Gruppi, *Il concetto di egemonia in Gramsci* (Le concept d'hégémonie chez Gramsci), Editeurs réunis, Rome 1972, chap.I ; Buci-Gluksmann, *Gramsci e lo Stato* (Gramsci et l'Etat), opus

cité, pp.186 et suivantes ; Gerratana, *Gramsci, Problemi di metodo* (Gramsci, Problèmes de méthode), opus cité, chap. VI.

[4] Comme on s'en souvient, Anderson (*Ambiguità di gramsci - Ambiguïté de Gramsci* [1977], Laterza, Roma-Bari 1978) va jusqu'à soutenir que les « différentes versions » de la théorie de l'hégémonie présentes dans les *Cahiers* forment, considérées dans leur ensemble une « mosaïque énigmatique » (pp.39-40). Dans le domaine de la vaste littérature sur le concept d'hégémonie, on peut se référer, pour un cadre général, à Gruppi, *Il concetto di egemonia in gramsci* (Le concept d'hégémonie chez Gramsci), opus cité ; C.Buci-Gluksmann, *Egemonia e teoria dello Stato in Gramsci* (Hégémonie et théorie de l'Etat chez Gramsci), dans *Attualità di gramsci, l'egemonia, lo Stato, la cultura, il metodo, il partito* (Actualité de Gramsci, l'hégémonie, l'Etat, la culture, la méthode, le parti), sous la direction de N.Baldani (et autres), Il Saggiatore, Milan 1977 ; F.Lo Piparo, *Lingua intellettuali egemonia in gramsci* (Langue intellectuels hégémonie chez Gramsci), Laterza, Roma-Bari 1979, pp.103-51 ; G.Cospito, *Egemonia in Le parole di gramsci* (Hégémonie, dans Les mots de Gramsci), sous la direction de Frosini et Liguori, opus cité ; P.Ives, *Language and hegemony in Gramsci*, Pluto Press, London 2004.

[5] Sur la théorie gramscienne de l'Etat et sur le rapport entre « société civile » et « société politique » (sur lequel nous nous sommes déjà arrêtés) le désormais classique *Gramsci e lo Stato* (Gramsci et l'Etat), de Buci-Gluksmann, reste utile ; opus cité en particulier dans la première partie. Une analyse limpide de la polarité *società civile/società politica* dans les *Quaderni* (société civile/société politique dans les Cahiers) est présentée par G.Liguori, *Stato e società civile da Marx a Gramsci. Memoria e attualità* (Etat et société civile de Marx à Gramsci, mémoire et actualité), sous la direction de G.Petronio et M.Paladini Musitelli, manifestolibri, Roma 2001. Pour des approfondissements ultérieurs sur ce thème on peut voir, entre autres, U.Cerroni, *Gramsci e lo superamento della separazione tra società e Stato, in Studi gramsciani* (Gramsci et le dépassement de la séparation entre société et Etat, dans Etudes gramsciennes), sous la direction de l'Institut Antonio Gramsci, Editori Riuniti, Rome 1958 ; E. Agazzi, *Riflessioni sulla concezione della società civile in Antonio gramsci* (Réflexions sur la conception de la société civile chez Antonio Gramsci), dans Badaloni (et autres), *Attualità di Gramsci* (Actualité de Gramsci), opus cité ; S.Kébir, *Antonio Gramscis Zivilgesellschaft : Altag, Okonomic, Kultur, Politik*, VSA-Verlag, Hambourg 1991 ; enfin G.Liguori, *Stato-società civile in Le parole di gramsci* (Etat-société civile, dans Les mots de Gramsci), sous la direction de Frosini et Liguori, opus cité.

[6] N.Bobbio, *La società civile in Gramsci* (La société civile chez Gramsci), « Replica », dans Id., *Saggi su Gramsci* (Essais sur Gramsci), Feltrinelli, Milano 1990, pp. 67 ss.

[7] Cf. Gruppi, *Il concetto di egemonia in Gramsci* (Le concept d'hégémonie chez Gramsci), opus cité, pp.21 et 76.

[8] Cf ci-dessus, chap.II, pp. 56 et suivantes ; et, de plus, Burgio, *Gramsci storico* (Gramsci historique), opus cité, pp. 40 et suivantes. ; le fait que Gramsci décide de placer la note dans laquelle il définit le rapport entre hégémonie et domination au début du cahier 12 sur « l'histoire des intellectuels » n'est pas sans importance.

[9] Pour une importante « anticipation » de cette réflexion dans les écrits pré-carcéraux, cf. A.Gramsci, *Alcuni temi della quistione meridionale* (Quelques thèmes de la question méridionale) [1926], in *idem, La costruzione del partito comunista* (La construction du parti communiste), opus cité pp.144-45 ; pour la marque léniniste sur cette perspective - selon laquelle une classe ne devient telle seulement à partir du moment où se pose le problème de l'hégémonie - cf. Gerratana, *Gramsci, Problemi di metodo* (Gramsci, problèmes de méthode), opus cité, pp

[10] Le « fétichisme des marchandises », étudié par Marx dans le Livre premier du *Capital*, n'est pas le seul exemple à cet égard. La puissance hégémonique du capital ressort aussi avec une évidence particulière à la lumière de l'analyse marxienne du processus de « capitalisation » du capital constant développée au sixième chapitre inédit du Livre premier du *Capital* (cf K.Marx, *Ökonomische Manuscripte 1863-1867*, Teil I [K.Marx-F.Engels, *Gesamtausgabe* (Mega), Zweite Abteilung - « Das Kapital » und Vorarbeiten, Bd. 4], Dietz, Berlin 1988, pp.119 ss.), en vertu duquel l'ensemble des moyens de production - en réalité « travail mort », objectivé - apparaît aux ouvriers eux-mêmes (donc au sujet qui en a été auparavant le producteur) protagoniste vivant -sujet et créateur -du processus de production, « par nature » incorporé au capital.

[11] Ainsi, par exemple, E.Garin, *Politica e cultura in Gramsci (Il problema degli intellettuali)* (Politique et culture chez Gramsci, le problèmes des intellectuels), dans *Gramsci e la cultura contemporanea* (Gramsci et la culture contemporaine), sous la direction de Rossi, vol.I, opus cité, PP.53.71-72 ; N.Bobbio, *Gramsci e la concezione della società civile* (Gramsci et la conception de la société civile), ibid pp.94-5, repris dans P.Spriano, *Intervento* (Intervention), dans *Studi gramsciani* (Etudes gramsciennes) , Actes du colloque tenu à Rome du 11 au 13 janvier 1958, Editori Riuniti, Rome 1969, p.541 (selon lequel l'hégémonie concerne la seule sphère éthico-politique) ; N.Matteucci, *Antonio Gramsci e la filosofia della prassi* (Antonio Gramsci et la philosophie de la praxis), Giuffrè, Milan 1977, p.162 ; dans le domaine des *Cultural Studies* voir sur ce sujet R.Williams, *Marxism and Literature*, Oxford University Press, Oxford 1997.

[12] Cf à cet égard (ce sujet) Burgio, *Il Labriola di Gramsci* (Le Labriola de Gramsci), opus cité, en particulier pp.317-19, et, récemment, F.Frosini, *Gramsci e Labriola : lo statuto della teoria e l'autoreflessività* (Gramsci et Labriola : le statut de la théorie et l'autoréflexivité), in *La prosa del comunismo critico* (La prose du communisme critique), sous la direction de L.Durante et P.Vosa, Palomar, Bari 2006, pp.249-74.

[13] Au sujet de l'ambivalence de la relation hégémonique, liée à la complexité et à l'ambiguïté structurelle du consentement, je fais référence à mon *Gramsci storico* (Gramsci historique), opus cité pp.103, 109, III-2, 126.

[14] Pour les *Subaltern Studies* la référence concerne en particulier les études de Ranajit Guha, desquels se dégagent clairement la dimension ré-active et productive des cultures du dominant, mais aussi, en conséquence, la relative autonomie des composantes sociales subalternes dans l'élaboration de formes de vie et de pratiques de lutte antisystème. Voir en particulier, sur ce sujet, *The Politics of the Governed, Reflections on Popular Politics in Most of the World*, Columbia University Press, New-York 2004. En ce qui concerne l'encadrement de la ligne de recherche sous-tendue par (empruntée à, tirée de) les *Subaltern Studies* voir le recueil d'essais de R.Guha et G.C.Spivak *Subaltern Studies, Modernità e (post) colonialismo*, sous la direction de S.Mezzadra, ombre corte, Verone 2002. Etrangement, toutefois, autant Guha (*Dominance without Hegemony, History and Power in Colonial India*, Harvard University Press, Cambridge, Mass, London 1997, pp.19-20 et 22-3) qu' Edward Saïd, autre figure importante de la culture critique contemporaine, eux aussi assez sensibles à la leçon gramscienne (cf *Orientalismo, l'immagine europea dell'Oriente* - Orientalisme, l'image européenne de l'Orient- Feltrinelli, Milan 2006, p.16) semblent méconnaître la conscience de Gramsci concernant la nécessaire coprésence de domination et de direction, avec pour résultat un alignement sur les lectures traditionnelles (et erronées) des *Cahiers* en ce qui concerne soit la prétendue exclusion réciproque de l'hégémonie et de la coercition, soit la thèse selon laquelle l'hégémonie constituerait un pouvoir doux (*sweet*) alors que la domination (qui dans le colonialisme anglais en Inde se présente dans son analyse

privé de cette force modérée) serait le vrai visage dur et inquiétant du pouvoir.

[15] Vf. Anderson, *Ambiguità di Gramsci* (Ambiguïté de Gramsci), opus cité, pp.72-90 et passim.

[16] Cf supra, chap. II, pp. 71 suivantes, chap. III, pp. 90 et suivantes et Burgio, *Gramsci storico* (Gramsci historique), opus cité, deuxième partie.

[17] Cf Paggi, « *Antonio Gramsci e il principe moderno* » (« Antonio gramsci et le prince moderne »), opus cité pp. 138 et suivantes, d'où il ressort que depuis 1918 il apparaît décisif à Gramsci - sous peine de maintenir le prolétariat ouvrier dans une condition subalterne par rapport au pouvoir capitaliste - d'affronter ce thème de « l'organisation de la spontanéité » et de son « éducation » que, et ce n'est pas par hasard, les *Cahiers* reprendront à propos du « biennio rosso » (les « deux années rouges » - 1919-1920 - des conseils ouvriers de Turin (Note du traducteur)) [330].